

Brochure n° 3138

Convention collective nationale

IDCC : 184. – **IMPRIMERIES DE LABEUR
ET INDUSTRIES GRAPHIQUES**

ACCORD DU 6 NOVEMBRE 2006

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0651234M*

IDCC : *184*

Entre :

La fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG) ;
La chambre syndicale nationale du pré-press (CSNP) ;
La chambre syndicale nationale de la reliure-brochure-dorure (CSNRBD) ;
La fédération des SCOP de la communication ;
Le groupement des métiers de l'imprimerie (GMI) ;
Le syndicat national des industries de la communication graphique et de l'imprimerie françaises (SICOGIF),

D'une part, et

La fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT) ;

La fédération communication, conseil, culture CFDT ;

La fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle FC-CFTC ;

La fédération du livre CGT-FO ;

Les industries polygraphiques CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cotisations. – Taux d'appel

Les cotisations ainsi que le taux d'appel des cotisations contractuelles ne sont pas modifiés par le présent accord.

Article 2

Modalités d'indemnisation du risque GIT (garantie incapacité de travail)

Compte tenu des résultats techniques du régime prévoyance, les parties conviennent d'un retour aux prestations antérieures à l'accord paritaire du 25 octobre 2004, soit d'une indemnisation du risque incapacité de travail (GIT) à hauteur de 100 % du salaire net à compter du 4^e jour d'arrêt de travail jusqu'au 1 095^e jour, pour les nouveaux arrêts de travail intervenant à compter du 1^{er} janvier 2007.

Article 3

Clause d'examen annuel

La commission paritaire se réunit annuellement afin d'analyser la situation de l'ensemble du régime prévoyance conventionnel non cadres.

Les parties signataires s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre de ce régime, sans baisse des prestations pour les 3 prochaines années et, le cas échéant, par une modulation des cotisations.

Les organisations signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 6 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)